



# RENFORCEMENT DU VOLET CIVIL DE LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE (PSDC) DE L'UE

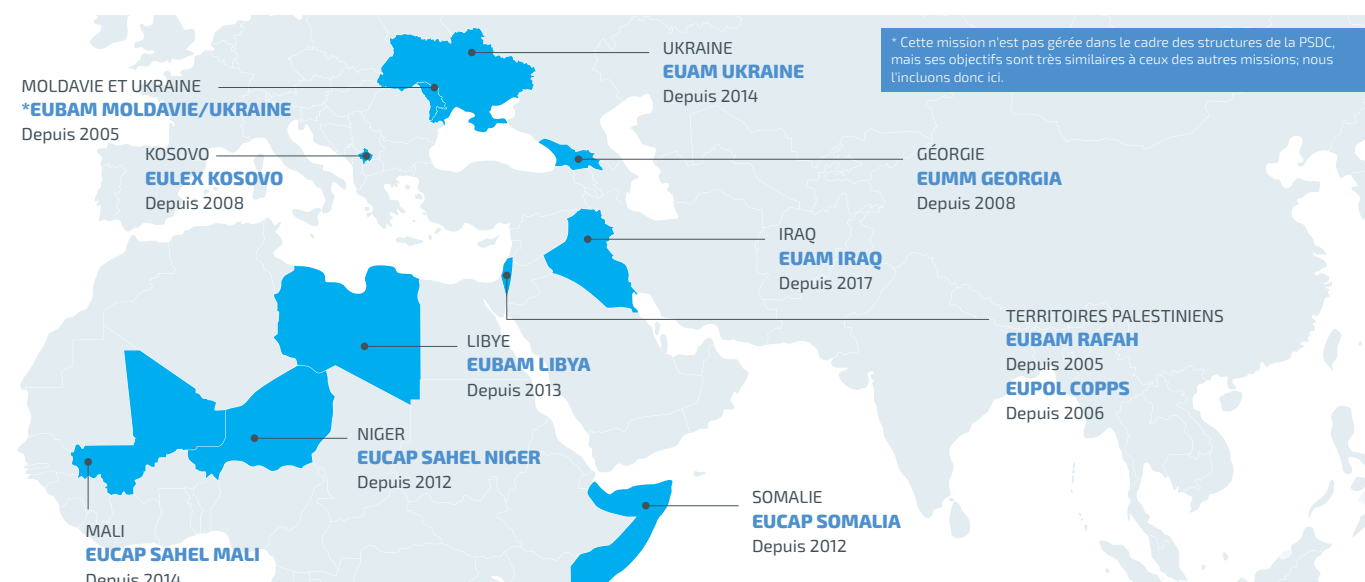
Le volet civil de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) apporte une valeur ajoutée unique au rôle mondial joué par l'UE en ce qui concerne la paix et la sécurité internationales. L'UE mène actuellement 10 missions civiles en Europe, au Proche-Orient et en Afrique. Quelque 2 000 personnes sont déployées en dehors de l'UE pour contribuer à sa sécurité. Dans le prolongement de la stratégie globale, et s'appuyant sur les résultats concluants de la PSDC civile, l'UE et ses États membres ont engagé un processus visant à ce que la PSDC civile gagne en capacité, en efficacité et en articulation avec d'autres instruments de l'UE compte tenu de l'évolution de l'environnement de sécurité.

Ces dernières années, la situation en matière de sécurité autour de l'UE a été marquée par l'émergence et l'intensification de conflits, ainsi que par l'accentuation de l'instabilité et des menaces, ce qui nécessite de renforcer le rôle de l'UE en tant que garant de la sécurité. Les missions PSDC civiles jouent un rôle capital dans ce contexte, en contribuant à s'attaquer aux défis en matière de sécurité, comme la criminalité organisée, le terrorisme ou les menaces hybrides. Il est nécessaire que la PSDC civile réalise un saut en avant qualitatif et quantitatif.

## UNE FEUILLE DE ROUTE POUR UNE PSDC CIVILE RENFORCÉE

- ✓ **PREMIÈRE ÉTAPE:** les ministres des affaires étrangères de l'UE ont approuvé en mai 2018 un document conceptuel prospectif sur la PSDC civile, qui définissait l'approche stratégique renouvelée, visant essentiellement à:
  1. améliorer l'efficacité des missions PSDC civiles;
  2. faire en sorte que la PSDC civile puisse davantage contribuer à s'attaquer aux menaces et défis en matière de sécurité dans le cadre du lien entre les aspects intérieurs et les aspects extérieurs de la sécurité.
- ✓ **DEUXIÈME ÉTAPE:** un plan de développement des capacités civiles (PDCC) détermine comment poursuivre le développement des capacités civiles nécessaires pour mieux concrétiser les ambitions nouvelles. Le PDCC est le fruit d'intenses concertations avec les ministères des affaires étrangères, de l'intérieur et de la justice des États membres de l'UE, ainsi qu'avec les services de police et de garde-frontières.
- **TROISIÈME ÉTAPE:** un accord sur un pacte en matière de PSDC civile le 19 novembre 2018 notamment sur un nouveau cadre de l'UE pour la gestion civile des crises et les missions PSDC civiles, comprenant des engagements ambitieux au niveau de l'UE et à l'échelon national.

## MISSIONS PSDC CIVILES EN 2018



## OBJECTIFS DU PACTE EN MATIÈRE DE PSDC CIVILE

Le pacte en matière de PSDC civile vise à renforcer concrètement la PSDC civile, à l'aide de synergies et de mesures incitatives conçues pour appuyer le processus, notamment par la mise en place d'un processus annuel d'évaluation. Le pacte vise à ce que les États membres prennent l'engagement de faire en sorte que la PSDC civile:



**gagne en capacité** en s'engageant à développer les capacités nécessaires, en mettant l'accent sur les besoins capacitaires définis dans le plan de développement des capacités civiles, et à en accroître la disponibilité pour les missions PSDC civiles (y compris à bref délai), sur une base individuelle ou conjointe;



**gagne en efficacité, en réactivité et en flexibilité** lorsqu'il s'agit d'apporter une réponse de l'UE, y compris tout au long du cycle d'un conflit, les efforts devant porter essentiellement sur la prévention et la stabilisation, et la réduction à 30 jours du délai s'écoulant entre la prise de décision et le déploiement d'une mission, tout en veillant à doter la PSDC d'un budget robuste;



**gagne en articulation avec d'autres instruments de l'UE**, au titre de l'approche intégrée, pour ce qui est de programmer et de mettre en œuvre les actions de réaction aux crises, ainsi que de partager les analyses, et en particulier de renforcer la coopération avec les acteurs de la justice et des affaires intérieures (JAI), et d'encourager les contributions de pays tiers.

## ÉTAPES SUIVANTES

Une mise en œuvre bien coordonnée du pacte devrait être assurée par le haut représentant, en coordination avec la Commission et les États membres de l'UE. Le haut représentant et la Commission seraient chargés par les États membres de présenter un plan d'action conjoint au début du printemps 2019.

Les États membres développeront des plans d'implémentation nationale (NIPs) relatant de leur contribution à la réalisation des capacités civiles de la PSDC suivant le niveau d'ambition européen. Les NIPs, ainsi que le plan d'action seront insérés dans un processus de révision annuelle.

Le processus de révision annuelle devra identifier les lacunes en matière de capacités et contribuer à les combler grâce à un effort de coopération entre l'UE et les États membres, ainsi qu'entre ceux-ci.

Une première conférence annuelle sur la PSDC civile devrait se tenir au second semestre de 2019 pour dresser un bilan et définir les priorités pour les travaux futurs.

**La pleine mise en œuvre du pacte : dès que possible et en été 2023 au plus tard**

## MISSIONS PSDC CIVILES – DIX MANDATS DIFFÉRENTS, UN SEUL OBJECTIF GÉNÉRAL

La PSDC civile peut jouer un rôle tout au long du cycle d'un conflit. Les missions civiles de l'UE donnent à nos partenaires les moyens d'assurer la sécurité et l'État de droit sur leur territoire. Les dix missions qui sont menées actuellement reposent sur la maîtrise locale du processus par le pays hôte et sont conçues pour répondre aux besoins spécifiques de ce dernier.

En Iraq, la mission de conseil de l'UE (EUAM) contribue à mettre sur pied un secteur de la sécurité civile solide et crédible, alors qu'en Géorgie, la mission de surveillance de l'UE, qui n'est pas armée, réduit les tensions sur le terrain en surveillant, 365 jours par an et 24 heures sur 24, la zone située entre deux régions séparatistes et le territoire placé sous l'administration directe des autorités géorgiennes. Au Niger, le personnel de l'UE soutient les institutions chargées de la sécurité en leur fournissant conseils et formation afin de renforcer leur capacité à relever les défis liés au terrorisme, à la criminalité organisée et à la migration irrégulière.

### POUR LA SEULE ANNÉE 2017, LES MISSIONS PSDC CIVILES ONT:

- > **mené quelque 530 activités de formation pour plus de 11 000 personnes**, par exemple dans les domaines de la lutte contre le trafic d'armes et d'êtres humains, de l'élaboration de textes législatifs, du maintien de l'ordre, de la lutte contre la corruption, de la lutte contre la fraude documentaire, de la gestion intégrée des frontières et de la sécurité maritime;
- > **encadré 2 490 cadres moyens et supérieurs** des services de police et des organes judiciaires, ainsi que de hauts fonctionnaires des ministères de l'intérieur et de la justice;
- > **instruit ou jugé 39 affaires pénales et suivi 290 dossiers pénaux**, tous en rapport avec des crimes de guerre et la criminalité organisée;
- > **influencé l'élaboration de près de 200 lois** sur des thèmes tels que la réforme du secteur de la sécurité civile, les codes de procédure pénale, le blanchiment de capitaux et la compétence des tribunaux;
- > **fourni des équipements d'une valeur de 8,4 millions d'euros**, tels que des véhicules, des gilets réfléchissants, des kits d'obtention de preuves, des appareils photo, des capacités en matière d'énergie solaire et des logiciels de gestion des dossiers;